

Paris, le 1er avril 1999

## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

## RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE SUR LE COMPORTEMENT DES ENTREPRISES EN 1998

Chaque année, depuis 1982, la Banque de France collecte auprès d'entreprises de l'industrie et du biment des données sur leurs résultats et leurs prévisions en matière d'activité et d'investissement. L'échanillon national comprenait cette année 6 656 entreprises industrielles du secteur concurrentiel et 1 907 entreprises appartenant au bâtiment-génie civil, soit au total 8 563 firmes.

Cette enquête fait notamment ressortir les résultats suivants :

## EN 1998:

Les résultats des entreprises industrielles ont été, dans l'ensemble, en hausse sensible et nettement supérieurs aux prévisions formulées par les chefs d'entreprise lors de l'enquête précédente. Cette expansion a été permise par la vigueur de l'activité dans l'industrie manufacturière, due, principalement, au dynamisme de la demande interne.

Le chiffre d'affaires a ainsi augmenté de 6 % en valeur, comme en 1997 (contre une prévision de 3 %), et l'excédent brut d'exploitation s'est inscrit en forte hausse pour la deuxième année consécutive (+11 %, comme en 1997). Les exportations ont crû, quant à elles, à un rythme plus modéré (+ 8 %, après +13 % l'année précédente, mais contre une prévision de progression de 4 % seulement). Les effectifs ont progressé de 0,5 % (contre une stabilité l'année précédente).

Pour la deuxième année consécutive, l'activité a légèrement augmenté dans le bâtiment et le génie civil (+2 %, comme en 1997).

L'investissement physique des entreprises industrielles a augmenté de 4 % en valeur en 1998 et de 7 % dans l'industrie manufacturière, après s'être contracté de 4 % en 1997 (- 3 % dans l'industrie manufacturière).

Les réalisations constatées en 1998 apparaissent inférieures aux prévisions formulées lors de l'enquête précédente (+9 % pour l'industrie, +11 % pour le seul secteur manufacturier), en raison, principalement, d'une lette contraction des dépenses en immobilisations corporelles dans les industries agro-alimentaires et d'une stagnation des investissements dans les biens de consommation.

Par eilleurs, les investissements immatériels en dépenses informatiques ont de nouveau connu une forte hausse en 1998 (+ 24 %, contre + 12 % en valeur en 1997), dans la perspective du passage à l'euro et à l'an 2000

activité devrait continuer de progresser, à un rythme toutefois moindre que celui observé au cours des deux activité devius de l'activité devius de l'évolution attendue des exportations. mières années, en raison, principalement, de l'évolution attendue des exportations.

mières annees, en des entreprises industrielles devrait ainsi augmenter de 2 % dans l'industrie (+ 3 % chiffre d'affaires des entreprises industriel le plus dynamique continue de 2 % dans l'industrie (+ 3 % chiffre d'affaires des entreprises industriel le plus dynamique continue de 2 % dans l'industrie (+ 3 % chiffre d'affaires des entreprises industriel le plus dynamique continue de 2 % dans l'industrie (+ 3 % chiffre d'affaires des entreprises industriel le plus dynamique continue de 2 % dans l'industrie (+ 3 % chiffre d'affaires des entreprises industriel le plus dynamique continue de 2 % dans l'industriel (+ 3 % chiffre d'affaires des entreprises industriel le plus dynamique continue de 2 % dans l'industriel (+ 3 % chiffre d'affaires chiffre d'amanufacturier). Le secteur industriel le plus dynamique serait celui des biens d'équipement.

1999, l'investissement, qui concernerait très majoritairement du renouvellement de matériel, devrait n 1999, l'uvesiant du renouveller 1999, l'uvesiant du renouvel

rogresser (+ / ).

rogresser (+ es facteurs relation qu'une influence négligeable sur la décision d'investir, le niveau jugé particulièrement exerce, en général, qu'une impact incitatif beaucoup plus au la décision d'investir, le niveau jugé particulièrement 'exerce, en general, que la uccision d'investir, le niveau jugé particulièrement d'intérêt a un impact incitatif beaucoup plus prononcé qu'en 1998, en particulier pour stractif des taux d'intérêt a un impact incitatif beaucoup plus prononcé qu'en 1998, en particulier pour stractif des taux d'intérêt a un impact incitatif beaucoup plus prononcé qu'en 1998, en particulier pour stractif des taux d'intérêt a un impact incitatif beaucoup plus prononcé qu'en 1998, en particulier pour stractif des taux d'intérêt a un impact incitatif beaucoup plus prononcé qu'en 1998, en particulier pour stractif des taux d'intérêt a un impact incitatif beaucoup plus prononcé qu'en 1998, en particulier pour stractif des taux d'intérêt a un impact incitatif beaucoup plus prononcé qu'en 1998, en particulier pour stractif des taux d'intérêt a un impact incitatif beaucoup plus prononcé qu'en 1998, en particulier pour stractif des taux d'intérêt a un impact incitatif beaucoup plus prononcé qu'en 1998, en particulier pour stractif des taux d'intérêt a un impact incitatif beaucoup plus prononcé qu'en 1998, en particulier pour stractif des taux d'intérêt a un impact incitatif beaucoup plus prononcé qu'en 1998, en particulier pour stractif des taux d'intérêt a un impact incitatif des taux d'intérêt a un interest d'intérêt a un intérêt a un intérêt a un interest d'intérêt a es petites entreprises de l'enquête précédente) pour l'ensemble des entreprises, soit le plus fort observé depuis 1986. année (32 % 1013 de la contre de demande apparaissent moins bien orientées pour 1999 qu'elles ne l'étaient l'année par contre, les perspectives de demande apparaissent moins bien orientées pour 1999 qu'elles ne l'étaient l'année

précédente. En 1999, les investissements immatériels en informatique ralentiraient (+ 15 % en valeur, contre + 24 % en l'offet notamment d'une forte baisse anticipée dans l'ind

En 1998), sous l'effet, notamment d'une forte baisse anticipée dans l'industrie automobile.

e lede complet de cette enquête est disponible sur le site internet de la Banque de France (www.banque-france.fr)

Banque de France Direction de la Communication Service de Presse

48 rue Croix des Petits Champs 75049 PARIS CEDEX 01

Tél: 01 42 92 39 00 - Télécopie: 01 42 60 36 82

Internet: http://www.banque-france.fr

: 2 tableaux